

ARRÊTÉ DU PRÉSIDENT

N° : AR-26-05

OBJET : Autorisation de rejet des eaux usées de la Régie des Transports de l'Ain dans le réseau d'assainissement de Bourg-en-Bresse

LE PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN DE BOURG-EN-BRESSE

VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier ses articles L.2224-7 à L.2224-12 et R. 2333-127 ;

VU le Code de la santé publique et en particulier son article L. 1331-10 ;

VU l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif, et en particulier son article 13 ;

VU l'arrêté du 24 août 2017 modifiant une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté n°20-45 en date du 16 décembre 2020 portant délégation de fonction et de signature du Président au 10^e Vice-Président, Monsieur Jonathan GINDRE, dans les domaines de l'Eau et de l'Énergie, aux fins de prendre toute décision afférente à sa délégation et notamment prendre les arrêtés relatifs à sa délégation ;

VU le règlement du service de l'assainissement collectif de la Commune de Bourg-en-Bresse en vigueur ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

La Régie des Transports de l'Ain, ci-après dénommée l'Industriel, est autorisée, dans le respect des dispositions du règlement de service de l'assainissement collectif en vigueur, et dans les conditions particulières fixées par le présent arrêté, à rejeter ses eaux usées non domestiques, issues de ses activités de transport, dans le réseau public de collecte des eaux usées, via un branchement spécifique situé rue François Arago.

ARTICLE 2 : CARACTÉRISTIQUES DU BRANCHEMENT ET DES REJETS

Article 2.1 Prescriptions générales

Sans préjudice des lois et règlements en vigueur, les eaux usées non domestiques rejetées dans le réseau collecteur public doivent :

- Respecter les prescriptions générales énoncées dans le règlement du service de l'assainissement collectif de la commune de Bourg-en-Bresse en vigueur.
- Être neutralisées à un pH compris entre 5,5 et 8,5. À titre exceptionnel, en cas de neutralisation alcaline,

www.grandbourg.fr

Communauté d'Agglomération du bassin de Bourg-en-Bresse

3 avenue Arsène d'Arsonval

CS 88000 - 01008 BOURG-EN-BRESSE Cedex

Tél. : 04 74 24 75 15 / Fax : 04 74 24 75 13

le pH peut être compris entre 5,5 et 9,5.

- Être ramenées à une température inférieure ou au plus égale à 30°C.
- Ne pas contenir de matières ou de substances susceptibles :
 - de porter atteinte à la santé et à la sécurité du personnel d'exploitation des ouvrages de collecte et de traitement,
 - de nuire au bon fonctionnement et à la conservation des installations de collecte et de traitement et des autres ouvrages et installations connexes,
 - de faire obstacle à l'évacuation et l'utilisation des boues en épandage agricole, déchets et sous-produits provenant de l'entretien du réseau et du traitement des eaux,
 - d'être à l'origine de dommages à la flore et à la faune aquatiques, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvements pour l'adduction d'eau potable, zones de baignades...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
 - d'être à l'origine de nuisances, notamment olfactives,

Il est rappelé par ailleurs que l'industriel, pour le rejet de ses eaux usées domestiques, le cas échéant, est tenu au respect des obligations définies par le règlement du service d'assainissement collectif en vigueur.

Article 2.2 Prescriptions particulières

Les prescriptions particulières auxquelles doivent répondre en débit et en qualité les eaux usées non domestiques dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, sont détaillées ci-après.

L'eau utilisée provient du réseau public d'adduction d'eau pour les usages de type domestiques et industriels.

2.2.1 Caractéristiques des rejets

Débits maximaux autorisés

Débit journalier maximum de temps sec : 550 m³/j

Débit horaire maximum de temps sec : 60 m³/h

Flux maximaux autorisés à la sortie de l'établissement

Flux journalier maximum admissible en DCO : 8 kg/j

Flux journalier maximum admissible en azote (NGL) : 6 kg/j

Flux journalier maximum admissible en phosphore (P_{total}) : 0,2 kg/j

Aucune particule de taille supérieure à 1 mm ne sera tolérée dans les rejets.

Caractéristiques des eaux rejetées

Les eaux rejetées proviennent de manière exclusive des installations et opérations suivantes : sanitaires, eaux usées des ateliers, de la station-service, de la station de lavage.

L'installation comprend un déboureur-séparateur d'hydrocarbures pour les eaux usées des ateliers, de la station-service d'un volume de 1,5 m³ et un déboureur-séparateur d'hydrocarbures de 1,5 m³ pour les eaux usées de la station de lavage des véhicules. Celle-ci est de plus équipée d'un dispositif de recyclage et de traitement de l'eau.

Le séparateur à hydrocarbure aval doit être équipé d'une vanne permettant en cas d'incident sur le site, de prévenir tout départ d'hydrocarbure vers le réseau.

Le collecteur public de la rue François Arago est de type séparatif et ne reçoit que les eaux usées. Les eaux pluviales de l'industriel ne doivent pas y être rejetées, mais amenées vers le réseau correspondant.

Les rejets comportant des métaux devront respecter les normes définies par l'arrêté du 2 février 1998 pour les rejets au milieu naturel et satisfaire aux valeurs requises pour la valorisation des boues par épandage (cf. Tableau 1 ci-après). L'arrêté ICPE peut prescrire des concentrations plus faibles.

Les produits utilisés doivent être compatibles avec un rejet au réseau et les produits de lavage doivent être biodégradables

Tableau 1: Nature et concentrations maximales des rejets

Paramètres		Unités	Valeurs maximales autorisées
Température		°C	30
PH			5,5<pH<8,5
Argent et dérivés	Ag	mg/l	0,1
Arsenic et dérivés	As	mg/l	0,025
Cadmium et dérivés	Cd	mg/l	0,025
Cyanure et dérivés ²	Cn	mg/l	0,1
Chrome et dérivés	Cr	mg/l	0,1
Cuivre et dérivés	Cu	mg/l	0,15
Fer, aluminium et dérivés (Fe + Al)	Fe + Al	mg/l	5
Mercure et dérivés	Hg	mg/l	0,025
Manganèse et dérivés	Mn	mg/l	1
Nickel et dérivés	Ni	mg/l	0,2
Plomb et dérivés	Pb	mg/l	0,1
Etain et dérivés	Sn	mg/l	2
Zinc et dérivés	Zn	mg/l	0,8
Composés organiques du chlore ³	AOX	mg/l	1
Dichlorométhane		mg/l	0,02
Chloroforme		mg/l	0,02
Fluor et composés ²	F	mg/l	15
Hydrocarbures totaux ²		mg/l	10
Indice phénol ²		mg/l	0,3
Phénol ²		mg/l	0,1
Poly Chloro Biphényles (PCB)		mg/l	0,001
Fluoranthène		mg/l	0,025
HAP, Benzo(a)pyrène, Benzo(b) fluoranthène, Benzo(k)fluoranthène, Benzo(g, h, i)perylène, Indeno(1, 2, 3-cd)pyrène		mg/l	0,025 (pour la somme des 5 composés visés)

2.2.2 Rejet d'eaux pluviales

L'industriel est situé dans un secteur desservi par un réseau d'eaux usées et un réseau d'eaux pluviales. De ce fait, aucun rejet d'eaux pluviales en provenance des toitures, parkings, voiries... n'est admis dans le réseau d'eaux usées.

Les eaux pluviales sont définies de manière exclusive dans le règlement du service d'assainissement collectif en vigueur.

L'industriel dispose de deux branchements eaux pluviales : un sur la rue François Arago et l'autre sur l'avenue de Marboz.

² Les valeurs indiquées sont des valeurs moyennes mensuelles, les valeurs limites journalières ne devant pas dépasser 2 fois les concentrations citées

La qualité des eaux pluviales rejetées dans les réseaux communaux devra être compatible avec un rejet en rivière sans traitement préalable.

2.2.3 Dispositions particulières

L'industriel déclare disposer d'un séparateur à hydrocarbures dimensionné pour une surface de 7 150 m² pour les eaux pluviales du parking (branchement rue Arago), d'une cuve à huile usagée de 3 000 litres et d'une cuve sous l'aire de stockage des déchets. Il déclare que les trois débourbeurs-séparateurs d'hydrocarbures sont entretenus par une société spécialisée dans le cadre d'un contrat d'entretien et que la cuve à huile et la cuve de déchets sont vidangées une fois par an par une entreprise spécialisée.

En aucun cas, ces installations de prétraitement ne peuvent être by-passées par l'industriel sans autorisation de la Collectivité.

Le dispositif de prétraitement devra être tenu en parfait état de fonctionnement.

L'industriel s'engage à réaliser une analyse de ses rejets au cours de l'année 2026, dans des conditions représentatives de son activité. Les résultats seront transmis à la régie de l'eau et de l'assainissement de la Communauté d'Agglomération du Bassin de Bourg-en-Bresse).

Conformément au Plan local d'urbanisme (PLU), une parcelle de plus de 2 000 m² devra disposer d'une rétention pour les eaux pluviales.

L'industriel bénéficie de l'antériorité, mais une mise en conformité devra être réalisée lors de modifications significatives donnant lieu à dépôt de permis de construire.

ARTICLE 3 : CONTRÔLE DES BRANCHEMENTS ET DES EFFLUENTS

Article 3.1 : Entretien et modification du branchement et des installations de prétraitement

Toute modification apportée à l'un des éléments du branchement est interdite sans l'autorisation préalable de la Collectivité. Tout projet de modification devra être soumis à la Collectivité, et s'accompagnera d'un document justificatif et d'une évaluation de l'impact de cette modification sur la qualité des rejets.

L'industriel a l'obligation d'entretenir, et de maintenir en permanence ses installations de prétraitement en bon état de fonctionnement, conformément au règlement du service d'assainissement collectif en vigueur. Toute modification apportée au service de prétraitement devra faire l'objet d'une validation technique préalable de la collectivité.

Il doit pouvoir en justifier par la production de son cahier de bord selon les modalités prévues dudit règlement, ainsi que par la production de tout document de nature à justifier des informations portées au dit cahier de bord.

L'industriel doit immédiatement avertir la Collectivité, par téléphone et par courriel, de tout dysfonctionnement de ses installations risquant de provoquer une pollution des eaux rejetées au réseau.

Article 3.2 : Contrôle de la conformité des effluents

Sans préjudice du respect par l'industriel des obligations de contrôle mises à sa charge par le règlement du service d'assainissement collectif en vigueur, la Collectivité se réserve le droit de contrôler à tout moment la quantité et la qualité réelles des rejets dans le réseau public d'assainissement.

L'industriel garantit à cette fin aux agents de la Collectivité ou à tout autre organisme extérieur agréé par elle le libre accès au regard de tête pour la réalisation de campagnes de mesures. Pour des raisons de sécurité, la Collectivité avertit cependant l'industriel au préalable ; celui-ci s'engage à mettre à disposition le personnel compétent.

Article 3.3 : Intervention en cas de dysfonctionnement

Dès lors qu'il a constaté un dysfonctionnement risquant de provoquer une pollution des eaux rejetées au réseau, l'industriel isole le plus rapidement possible ses installations pour éviter tout rejet non conforme.

www.grandbourg.fr

Communauté d'Agglomération du bassin de Bourg-en-Bresse

3 avenue Arsène d'Arsonval

CS 88000 - 01008 BOURG-EN-BRESSE Cedex

Tél. : 04 74 24 75 15 / Fax : 04 74 24 75 13

Il avertit immédiatement la Collectivité, par téléphone ou par mail.

À défaut, la Collectivité se réserve le droit de suspendre ou de révoquer la présente autorisation de rejet.

ARTICLE 4 : CONVENTION SPÉCIALE DE DÉVERSEMENT

À la date de signature du présent arrêté, aucune convention spéciale de déversement n'est en cours pour le déversement des eaux usées de l'industriel.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS FINANCIÈRES DE L'INDUSTRIEL

En contrepartie du service rendu, l'industriel, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumis au paiement des redevances d'assainissement collectif dont les modalités sont définies par délibération du Conseil communautaire.

Cette participation s'ajoute à la perception des sommes dues, le cas échéant, en application des articles L.1331-2, L.1331-3, L.1331-6 et L.1331-7 du Code de la santé publique.

ARTICLE 6 : OBLIGATION D'INFORMATIONS

L'industriel s'engage à fournir à la Collectivité :

- toutes les informations concernant l'évolution de ses installations pouvant conduire à une modification des caractéristiques des eaux usées ;
- si concerné, les résultats de l'autosurveillance réalisée sur son point de rejet (débits et charges rejetés) conformément aux prescriptions de l'arrêté ICPE et/ou de la convention spéciale de déversement ;
- si concerné, les résultats de la démarche entreprise dans le cadre de la recherche des substances dangereuses pour l'eau (RSDE), ainsi que, le cas échéant, des modifications apportées au process suite à ces campagnes.

ARTICLE 7 : REJETS NON CONFORMES

Sont non conformes tous les rejets excédant en débit ou en qualité l'une des valeurs maximales définies à l'article 2 du présent arrêté.

La Collectivité pourra mettre en demeure l'industriel, par lettre recommandée avec accusé de réception, de cesser tout rejet non conforme, sous peine d'obturation du branchement.

ARTICLE 8 : DURÉE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2026. Elle est délivrée pour une période allant jusqu'au 31 décembre 2030.

Si l'industriel désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande à la Collectivité, par écrit, au plus tard trois mois avant son terme.

Les conditions de renouvellement seront fonction des résultats du suivi effectué.

ARTICLE 9 : MODIFICATION DE L'AUTORISATION

Le présent arrêté devra être modifié, notamment :

- en cas de modification significative des activités de l'industriel susceptible de faire évoluer la nature ou la quantité des effluents ;
- en cas de déménagement de l'activité de l'industriel vers un autre site de production ;
- pour prendre en compte la modification de l'autorisation préfectorale de rejet de la station de traitement de la Collectivité ;
- pour prendre en compte d'éventuelles modifications de la législation en vigueur, notamment en matière de protection de l'environnement et en matière d'élimination des boues ou de rejet des eaux au milieu naturel ;
- dans toute autre hypothèse, d'un commun accord des parties.

ARTICLE 10 : FIN DE L'AUTORISATION

Le présent arrêté pourra être suspendu sans délai par la Collectivité en cas :

- de manquement grave de l'Industriel à ses obligations ;
- de cessation de l'activité de l'industriel.

ARTICLE 11 : EXÉCUTION

Le présent arrêté est exécutoire à compter de sa notification et de sa transmission au représentant de l'État dans le département ou à son délégué dans l'arrondissement.

Il est susceptible de recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification pour le bénéficiaire et à compter de son affichage pour les tiers.

Fait à Bourg-en-Bresse, le 11 mars 2026



Pour le Président et par délégation,

Jonathan GINDRE
10^e Vice-Président délégué à l'Eau et l'Énergie

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant le président dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lyon (184 Rue Duguesclin - 69003 Lyon) dans le délai de deux mois à compter de sa notification, ou de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé au préalable. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

www.grandbourg.fr

Communauté d'Agglomération du bassin de Bourg-en-Bresse

3 avenue Arsène d'Arsonval

CS 88000 - 01008 BOURG-EN-BRESSE Cedex

Tél. : 04 74 24 75 15 / Fax : 04 74 24 75 13